

Au risque d'imprécisions, il me semble que Christian Denis était partie prenante directe du trio qui a conçu, au départ, l'appel à signatures pour la candidature de José Bové, fin 2006.

Mais il a aussi été le premier, dès la rencontre de Nîmes, fin janvier 2007, juste avant la déclaration de candidature de José, à dénoncer vertement et lucidement le système des multiples complicités et soumissions qui, déjà là, accaparait l'élan collectif, régénérateur et populaire, des 40 000 signataires - mais aussi de la part conséquente de citoyens convaincus qu'un ou d'autres mondes sont possibles - au profit des petites ambitions recroquevillées.

Les quelques fois que nous nous sommes croisés (à Cahors, à Minerve, à Lalouvesc, dans le Gers...), cela a été des rencontres fortes.

Il a du, comme bien d'autres et vaillamment, faire face à ses démons intérieurs.

A Minerve, pendant l'été 2007, nous sommes quelques uns à les avoir côtoyés avec grand plaisir, lui et Nadia, sa femme si généreuse. Une période plus difficile a suivi mais après une descente et un



voyage en profondeur, Christian nous avait fait part en 2008 du nouveau réveil qui le portait et avec lequel il reconstruisait autour de lui et dans le monde, peu à peu.

Le temps aura été moins patient que lui. Car il a aussi participé de

toute sa conscience à ces 40 dernières années de lutte faisant suite à ce mai 68 qui maintenant appartient aux aïeux et, souhaitons-le pour en prendre bonne graine, aux générations futures (de Creys Malville à Hadopi et tout le reste...).

Au cours de cette période, j'imagine que Christian a, sans honte mais plutôt avec hargne, pugnacité et humour aussi, osé affirmer la précarité de sa, de notre existence face au monde, sur le plan des idées et de leurs réalisations autant que la force infinie de la subversion des préconçus et des autres multiples formes du pouvoir.

Honneurs aux braves, dirait l'autre !

Que sa famille reçoive le respect que nous avons eu de lui, comme un soutien et comme une force.

Franck Mérat

Conception - Réalisation : valerie34@no-log.org

Netoyens!

JE NE VEUX PAS CROIRE
JE VEUX SAVOIR

EDITO

Netoyens ! un modèle économique alternatif.

Enchaînée à la publicité ou au bord de la rupture financière, la presse et les médias en général sont malades à l'image de notre société, à l'image de notre civilisation. Le moindre que l'on puisse constater, c'est que la confiance n'y est plus : la presse perd son lectorat, la télé voit ses effectifs de cerveaux disponibles réduire. Le modèle économique dominant tire sa révérence. Quittons le sans regret, tournons la page sans tarder. Nous vous proposons un modèle économique où l'argent n'est pas roi.

Netoyens ! par les citoyens qui voient Net

Comme en d'autres temps et sous le coup d'autres crises (économique, guerre, révolution), le quatrième pouvoir qu'est celui de l'information va devoir se renouveler. Il va même devoir se transformer. Aussi longtemps qu'il existera, l'Internet fera la différence.

Comment ? Par le réseau de communication sans précédent qu'il constitue, par les inventions qu'il aura apporté, par la culture propre que des dizaines de millions de personnes développent à travers le monde.

Participez, oeuvrez à la création et la réalisation durable d'un projet.

Netoyens ! la démocratie comme stratégie

Netoyens ! est un des volets principaux de l'initiation d'une démocratie d'un nouveau genre ou plutôt d'une démocratie qui a toujours été mise en échec jusqu'à présent à défaut d'un soutien durable et par manque de réalisme.

N'ayons pas peur des mots, il s'agit bien d'un projet on ne peut plus politique.

N'ayons pas peur des mots, il s'agit bien d'un projet on ne peut plus politique. Mais ce n'est pas un parti, ce n'est pas un syndicat, pas une loge maçonnique, pas un lobby, pas une association ni de malfaiteurs, ni d'ultra-droite, ni d'ultra-gauche.

Netoyens ! l'inform-action

C'est un média citoyen, une sorte de blog collectif dont l'objectif est la définition et l'élaboration d'un nouveau paradigme destiné à remplacer le système existant en bout de course, pris dans une impasse historique. En une phrase nous pourrions dire que «Netoyens !» se veut être un réseau de citoyens acteurs de la production de l'information et de sa diffusion libre, un réseau d'inform-acteurs. À nous tous nous produirons l'information publiée sur le site Netoyens.info site qui

sera aussi le lieu de la production du format imprimable. Une mise en page s'y effectuera de manière à ce que chacun, partout, puisse télécharger, imprimer, distribuer facilement et librement ce que nous appelons l'info-tract. **NI**

**Ce projet peut devenir le vôtre !
Devenez des « netoyens » contributeurs
de Netoyens.info**

Caen, le 19 Mars

Par Anne Flambard

Le 29 janvier déjà, la manifestation caennaise avait dépassé en nombre les plus importantes de l'histoire récente de cette ville, y compris celles de 1995 et du « CPE » en 2006. Aujourd'hui les renseignements généraux nous disent avoir compté 5 000 manifestants de plus qu'en janvier.

Pour ce 19 mars 2009, sans rentrer dans les éternelles querelles de chiffres, on retiendra les nombres de 24 000 pour la police et de 40 000 par les organisations. On notera aussi que c'est bien 5 000 personnes de plus que l'on aura dénombré dans la rue... selon la police. Ce n'est pas rien dans cette ville de 110 000 habitants un jour de semaine. Il n'y avait en effet pas que le soleil pour attirer tant de monde. Outre une grande diversité de la représentation (salariés du privé et de la fonction publique, associations, intermittents, chômeurs, précaires, retraités et même des policiers) il y avait surtout ce malaise grandissant de personnes qui ne se sentent pas écoutées, encore moins entendues.

C'est dans l'air, dans toutes les discussions. Plus que la crise elle-même, c'est la politique du gouvernement qui mécontente, inquiète, fâche, énerve. Sur les banderoles de classiques mots d'ordre : « pouvoir d'achat, emplois... ». Mais ça ne semble plus suffire comme si le sentiment du mépris s'en était mêlé. Face à ce « rouleau compresseur » qui s'en prend aux droits et aux libertés individuelles, « c'est plus loin qu'il faut aller (...) sortir des revendications catégorielles pour un vrai changement ! » Mais lequel ?

L'horizon ne semble offrir aucune alternative politique, les syndicats freinent à élargir revendications et débats. C'est un tout autre modèle de société qu'il faudrait envisager. Tous le sentent, tous le savent. Les événements de la Guadeloupe sont dans toutes les bouches et ce n'est pas une journée de plus, fusse-t-elle de 5 millions de personnes dans les rues qui fera réellement la différence. Qui fera avancer la volonté des citoyens ? Qui fera fléchir ce gouvernement et comment ?

Institutions, partis politiques, syndicats, tous donnent l'impression de confisquer la parole pour laisser place à une représentation de plus en plus éloignée des citoyens. Les organisations classiques sont de

moins en moins en situation d'entendre parce qu'elles ne sont plus en mesure d'écouter. On dénombre de plus en plus de manifestants dans les rues, beaucoup moins dans les AG organisées par les syndicats quand il s'en tient !

Les attentes sont telles que cette désaffection n'est pas assimilable à un « blanc-seing » accordé aux délégués syndicaux. S'en doutent-ils vraiment ? Quoiqu'il en soit, à l'évidence, il s'agit d'une véritable crise de confiance à leur égard. On en veut pour preuve la multiplication des collectifs et organisations autonomes et autogérées, signes d'un réel besoin, d'une nécessité de s'exprimer, d'être écoutés et d'être entendus. C'est bien de Démocratie dont il retourne !



Les peuples essaient, les théoriciens transforment

Par Geneviève Confort Sabathe

Contrairement à l'idée communément admise, ce sont rarement les théoriciens, même bourrés de talent et bourrelés de remords d'appartenir à la classe dirigeante, qui provoquent, par la brillance de leurs intuitions, les révolutions à venir.

Si l'on s'en tient aux exemples

fameux des bouleversements du passé, on se rend compte que leurs prémices avaient pris corps dans les comportements populaires. La plupart du temps, les théoriciens sont à la ramasse, ils courent derrière l'évolution anarchique des hommes en tentant de cacher leur retard par un langage abscons et

bientôt sera nu, il existe une place immense pour des hommes et des femmes respectant de nouveau la terre nourricière. Qu'ils se nomment encore paysans ou qu'ils préfèrent se dénommer agriculteurs paysans ils (ré)inventent les formes d'une agriculture durable pour une transmission décente aux générations qui les suivent. Ils veulent vivre du prix de leur travail et non de subventions quémandées et sans cesse renégociées par des représentants à la légitimité douteuse. Ils ne veulent pas dépendre exclusivement du complexe de l'agro-bio-business pour leurs semences, la nourriture de leurs animaux d'élevage, leurs débouchés sur le marché qu'ils souhaitent plus équilibré. Ils développent des circuits courts par la vente directe aux consommateurs qu'ils apprécient de rencontrer quand la Grande Distribution méprise ce lien social essentiel. Bref, ils aiment la terre et ses fruits, la vie, les autres...

Désormais le consommateur se tourne davantage vers eux pour éviter les faiseurs de mal bouffe. Le moment est donc venu de « pousser » l'offre de l'agriculture paysanne par un basculement des subventions de l'agriculture productiviste prédatrice des écosystèmes vers le financement de la conversion des terres et de l'installation de nouveaux paysans aux « méthodes douces ». Il faut mettre un coup d'arrêt au mouvement de concentration des terres par une redéfinition du rôle des structures de régulation de la propriété foncière, à commencer par celui des SAFER. Il faut enfin encourager la création et le développement de réseaux

rapprochant les producteurs et les consommateurs afin que l'échange marchand nécessaire soit légitimement complété par d'autres formes d'échanges indispensables à une économie sociale, solidaire et écologique. C'est par ce changement d'échelle de la production de l'agriculture paysanne que l'on rendra accessible au plus grand nombre – et à des prix raisonnables – une alimentation de qualité garante d'une meilleure santé des hommes et de leur environnement.

Belle utopie ?

Non ! Nécessité bien comprise pour protéger l'homme, au Nord comme au Sud. Les technocrates eux-mêmes commencent à tourner casaque. Leurs récentes études prospectives pour l'Europe analysent quatre scénarios pour les décennies à venir. Le premier consiste à pousser à fond le modèle « agro-efficace » forgé par la PAC. Et advienne que pourra ! Le deuxième scénario est celui de l'agriculture duale dans lequel cohabitent le modèle « productiviste » et une agriculture paysanne stimulée. Cette configuration paraît peu crédible tant l'équilibre harmonieux entre des logiques d'évolution incompatibles est illusoire. Le troisième scénario réside dans la spécialisation des régions européennes en des productions dominantes « raisonnées ». L'exorbitant coût écologique et énergétique des transports qui en résulterait incite fortement à écarter cette solution. Le dernier scénario est nommé « agriculture HPE (haute performance

Pourtant, si partout l'intelligence commence à parler, suscitée qu'elle est par les exigences du temps, il lui manque l'instrument politique par lequel elle s'imposera demain.

environnementale) ». Il s'agit d'une agriculture de proximité et de petites et moyennes propriétés ressemblant à celle « de l'entre-deux guerres » nécessitant de remettre à la terre, en France par exemple, un million de paysans. On aura compris que la préférence de nos experts « visionnaires » va à cette solution « passéiste » devenue salutairement moderne. Que de temps avons-

nous perdus !

Du coup, les pays du Sud ont de l'avance, eux qui n'ont pas encore eu le temps d'éliminer partout leur paysannerie traditionnelle par une surmécanisation du travail agricole et par la substitution mortifère des cultures d'exportation aux cultures vivrières. Au sein de la FAO le concept de « l'agriculture de conservation » fait doucement son chemin. Pourtant, si partout l'intelligence commence à parler, suscitée qu'elle est par les exigences du temps, il lui manque l'instrument politique par lequel elle s'imposera demain. Le mouvement Via Campesina pourra-t-il faire contrepoids aux stratégies mondiales des firmes de l'agro-bio-business et à leur coupable collusion avec les classes politiques en place ? Chacun de nous doit fertiliser cet espoir qui dépasse de très loin le sort des paysans. Soyons tous un peu paysan en nos cœurs et en nos têtes. ■

a tous les droits, où nous ne sommes rien d'autre que sa propriété, où nous ne nous appartenons même plus à nous même.

Comment se considérer comme humaine au sein d'une société prônant l'assouvissement immédiat et à tout prix des désirs, de tous les désirs. Une société qui induit, tolère, favorise ces violences sexistes, cette négation de notre humanité. Quand notre corps est exposé, placardé, comme n'importe quel objet consommable, achetable, prenable. Toutes sommes avant tout coupables d'être femme ; que nous soyons volées ou en mini jupe n'y change rien ; nous sommes toujours renvoyées à la condition d'objet de désir avant d'être considérées comme humaines, égales et libres.

Nous sommes toutes des Chahrazad, mais nous sommes AUSSI toutes des Catherine, des Anne, des Marie... Celles d'entre nous qui y ont laissé leur humanité, leur vie le savent bien, comme leurs bourreaux, elles ne vivaient pas toutes dans de « mauvais quartiers », ne subissaient pas toutes le joug d'une religion ou d'une autre, n'étaient pas toutes pauvres ni peu instruites, n'étaient pas toutes issues d'un « ailleurs » dénigré par ignorance.

Cessons de toujours renvoyer cette horreur à ceux désignés d'office comme pire encore, pour mieux fermer les yeux sur nos tabous, nos « trous noirs » inavouables.

NON ! Toutes les femmes, indifféremment de leur milieu de vie, de leur culture, de leur travail, de leur

niveau d'instruction, de leur autonomie... sont exposées, ici, maintenant, en France... non-humaines parmi les (in?)humains.

Ni génétique, ni maladie mentale, ni découlant d'une soi-disant loi naturelle c'est toute notre société : Pouvoir social, moral et politique, religions, traditions, éducation, répartition des tâches, consommation... qui porte la responsabilité de ce sexisme. Il n'est pas acceptable que les femmes se sentent menacées en permanence juste pour ce qu'elles sont : des femmes.

PS : l'agresseur de Chahrazad a été condamné à 20 ans de prison, c'est justice mais et tous les autres ?

TOURNEZ CASAQUE

Révolution paysanne !

Par Yann Fiévet

Le moment est enfin venu de prendre acte d'un fait majeur traversant tout à la fois – certes sous des formes différentes – les pays du Nord et les pays du Sud : la faillite générale des stratégies agricoles mises en œuvre à partir des années 1960. On redécouvre partout le rôle primordial des paysans dans l'évolution équilibrée des sociétés humaines et la préservation des écosystèmes qui les portent. Pour l'heure les « fondamentalistes » des modèles agro-technocratiques parviennent encore à dissimuler au plus grand nombre l'ampleur démentielle du désastre qu'ils ont préparé et apparaissent toujours comme « progressistes » aux yeux des croyants du salut de l'humanité par la transformation des sols en paillasse de laboratoire. Mais, une autre histoire est déjà en marche, à distance du système agro-industriel dominant maintenu artificiellement en vie grâce aux perfusions financières, chimiques ou scientifiques. Et s'il s'agissait d'une révolution, réellement verte cette fois ?

Toute révolution commence par désacraliser les mythes profondément ancrés dans l'ordre existant. Une évidence apparaît aujourd'hui : on a décrété trop vite « la fin des paysans ». Certes, la figure du paysan défini par Henri Mendras en 1967 dans son essai n'existe quasiment plus quarante ans plus tard dans les pays du Nord. Pourtant, si le paysan

maître de son labeur et de son temps, cultivant péniblement sa terre a disparu chez nous, il est illusoire de voir dans sa disparition le signe premier et décisif de l'avènement de son successeur fatal : l'agriculteur exploitant rationnellement ses terres. Il n'est rien de plus faux que cette dichotomie entre le paysan incarnant la tradition qu'il faut nécessairement dépasser et la

modernité que représenterait l'entrepreneur des campagnes rationalisées. Nous réalisons enfin – et sans doute trop lentement – que cultiver une terre c'est l'entretenir, la faire durer tandis que l'exploiter c'est l'appauvrir, la détruire à petit feu.

Entre la figure du paysan d'autrefois à jamais disparu et l'épouvantail « moderniste » qui

des philosophies emberlificotées.

Prenons le cas de la grève générale reconductible. De bouleversantes théories doutent de son efficacité en ces périodes de crise économique. Des experts du MEDEF tentent de nous culpabiliser. Mais si nous sommes convaincus que l'avenir vient

en marchant, nous ne nous laisserons pas abuser et nous l'expérimenterons cette arme redoutable de la grève illimitée.

Le recours systématique à l'expertise théorique est une technique de survie pour ceux qui se sont distribués les richesses du monde comme des bonbons et voudraient continuer à faire croire aux peuples que cette « distribution » est normale, quasiment inscrite dans la nature des choses. Mais les experts ne sont jamais que des théoriciens... qui se sont vendus à leurs maîtres.

Prenons le cas des comportements moraux et sexuels, les gens s'adaptent à ce qui constitue l'ordinaire de leur vie et n'attendent pas l'accord des magistrats de l'Université ou des différentes chapelles pour savoir s'il est juste de faire ceci ou cela. Les gens, comme vous et moi, agissent. Ils font des révolutions intimes, quotidiennes, discrètes. Des révolutions à bas bruit qui sont autant de formes de résistance à l'idéologie dominante.

L'économie n'est pas en reste. Les relations d'entraide, de partage s'organisent, souvent au cœur de la famille mais aussi de la famille élargie, celle des amis, des communautés. La crise de 2009 aura mon-

tré, avec acuité, la puissance de ces forces de solidarité.

Mais alors, à quoi servent les théoriciens ? La réponse est, à la fois, très simple et très compliquée : les théories rendent le monde intelligible, cohérent et évident à ceux qui le font sans s'en rendre compte. Les peuples font

l'Histoire mais n'en ont la conscience qu'en présence de la théorie qui justifie leurs actions légitimes. Les peuples expérimentent, les théoriciens trouvent les raisons de perpétuer l'expérience. S'ils sont honnêtes, ils aiguïseront leurs grilles de lecture et rendront un travail passionnant et argumenté. S'ils sont malhonnêtes, ils transformeront le réel au bénéfice d'une vision magique au bénéfice de quelques uns.

Impossible, pourtant, pour des théoriciens, même dotés des plus grands pouvoirs médiatiques, de diffuser une petite musique hostile à la volonté des peuples. Pour circonvenir les masses populaires, il faut au minimum, la complicité d'une frange significative de l'opinion, dévolue à légitimer la pensée unique. Et même, dans ce cas, l'inclination du peuple vers « sa » vérité finira par gagner. C'est une question de temps.

Actuellement, la pensée néolibérale a du plomb dans l'aile. Et ce n'est pas récent. Depuis vingt ans, chaque fois que les instituts de sondage interrogent les Français sur les services publics, nos concitoyens attestent de leur profond attachement à ce « modèle social » que la pensée unique a tenté, par tous les moyens, de rendre ringard.

Rien n'y a fait. Les dérives sémanti-

ques ont beau avoir été reprises en boucle par les officines médiatiques, faisant passer les « protections sociales » pour des « charges patronales », les Français sont restés de glace. Les pouvoirs publics, de droite comme de gauche, ont voulu faire adopter un Traité européen qui entérine et organise leur disparition. Chou blanc. 55% des Français ont refusé le diktat de la « concurrence libre et non faussée ».

Les services publics ont été accusés de creuser, creuser, creuser... des trous innombrables, tous plus profonds les uns que les autres. Le trou de la sécu, celui de la dette publique... Bref, les services publics, c'était le diable ! Les Français laissaient dire mais n'en croyaient pas un mot. En ce moment, ils jubilent d'entendre des économistes néolibéraux et anglo-saxons reconnaître que la France s'en sort plutôt mieux que ses voisins grâce aux affreux services publics (un emploi sur cinq en France).

Donc, les peuples expérimentent de quoi demain sera fait, d'une manière à la fois naïve et hasardeuse. Cette merveilleuse ingénuité, qui relève du « Don d'Adèle », comporte un inconvénient. Comme les peuples ne devinent que, confusément, la valeur historique de leurs expériences, ils leur arrivent assez souvent de ne pas se sentir prêts pour la grande Aventure, le grand Dessein, la Révolution.

Ou plus exactement, les peuples ne savent pas qu'ils sont prêts mais quand ils le découvrent, rien ne peut les arrêter. La crise de 2009 lève le voile sur des années de dérégulation et de destruction des protections sociales. Il est temps d'expérimenter l'efficacité du coup de balai. Viron les élites engraisées. On théorisera après !

Nanobiotix...chez les Gaulois !

Par Le Dindon de la Farce

Écoutez moi ça. Une de ces boucles qui tournent sur France Info et finit par vous saouler. Encore un de ces nombreux trucs et machins qui avionnent sévère sur le thème "Vous ne voulez pas d'OGM ? Vous reprendrez bien un peu de Nanos !" de la dame de Monchicourt (*).

Tout y est. C'est à base de nanotechnologies donc.

- Quoi ?

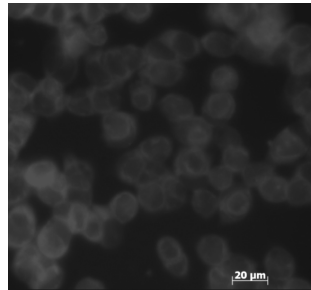
- T'inquiète, t'occupe pas, on se charge de tout. Regarde, il y a la caution scientifique qu'il faut : L'université, l'INSERM, le professeur qui va bien (Honorat qu'il s'appelle, il doit avoir plein de médailles alors, poupogne !), c'est de la haute technologie du rikiki (ça tu dois comprendre), et puis le laser Goldorak go !, L'IRM (?), des

produits chimiques mais des qui font du bien, qui font LE bien même.

Tu vois, tout ce qu'il faut pour faire du bon business, anti-crise forcément, pour la relance, pour la santé, pour l'espoir, pour l'humanité, toute l'humanité, pour pour pour !

Comment être contre ? Il faudrait être fou pour être contre, non ? Ou un peu terroriste aussi peut-être ? Fais gaffe j'te dis, il y a une paillasse de libre dans la piaule de Coupat, à la Santé !

Tu peux me croire tu sais, c'est sérieux. Allez, soit brave, fais un effort, positive un peu. En plus, des "nanoparticules [qui], sous l'effet d'un laser, diffusent un produit toxique pour la cellule et la tue." !!! Vous, toi et ta tribu de reclus anti-scientistes, vous n'allez pas me refuser un tel progrès ?



- Qui tue LA cellule ?!... un peu comme une frappe chirurgicale, quoi ? Rien que ça ? Et ça marche vraiment ?

- Trèèèèè bien... dans le cerveau des animaux de laboratoire.

- Bah voyons ! Et les dégâts collatéraux ?

- Même pas mal.. rrrrrwouaf-mmmêêê-glouglou %-P

- Tiens, revoilà le dindon de la farce ! NI

Congo : l'exploitation du Coltan

Depuis quatre ans, le Congo est à feu et à sang. Au moins six pays voisins et plusieurs groupes rebelles se disputent les dépouilles de ce pays qui est un des plus riches en richesses naturelles de l'Afrique. Autrefois, le Congo



Oriental faisait l'envie de ses voisins à cause du diamant mais la guerre a épuisé le commerce.

Aujourd'hui, c'est un minerais très recherché, le coltan, qui est au coeur des conflits. Il sert à produire le tantale, un métal précieux qui entre dans la fabrication des puces des téléphones et dont le prix a augmenté de 2000 % en 50 ans. Allons-nous assister au pillage d'une autre ressource naturelle du Congo ? NI

Violences sexistes : abus de pouvoir

Par Anne Flambard



Violence, corps meurtri
Tout de bleus vêtus
Sa vengeance à tout pris
Salie de son mépris
La confiance s'est tue.

En vain rechercher l'oubli
Ne plus exister, s'éteindre
Se cacher, s'aveugler
S'isoler pour ne pas feindre
Dépouillée d'identité.

Souffrance aux airs d'indifférence

Rempart de méfiance
S'interdire de plaire
Pour ne plus s'émouvoir
Ne laisser que l'amer
Fantôme illusoire

Tenir au loin l'homme
Susceptible de réveiller
Dans sa prison la femme

Aux désirs effacés.

(...)

Poème de femme.



Cette femme un jour s'est tue ; clouée au sol, recroquevillée, ses bras, seuls comme dérisoires remparts.

A une main de sa tête, une table l'éclabousse de ses morceaux, dernières échardes recouvrant tel linceul l'être déshumanisée. Déshumanisée, non humaine, animale, chose ; objet, jouet brisé ; tas informe, désarticulée, sanguinolente ; personne, rien... Ce n'est que des années après qu'elle a retrouvé la parole.

Pouvoir, car il s'agit bien de pouvoir, du pouvoir qu'une personne veut prendre sur une autre, du déni de l'autre devant se conformer à ses désirs, volontés, fantasmes ; du pouvoir de dominer, de soumettre pour mieux s'approprier. C'est le "droit du plus fort" droit qu'exercent majoritairement les hommes sur les femmes, leur refusant le droit d'exister par elles-mêmes, d'être libres même aimant,

d'être autonomes, majeures et responsables de leurs choix, de leur vie, d'être tout simplement humaines.

Comment se considérer comme humaine quand un autre a droit de vie et de mort sur vous, quand l'autre décide à votre place de vos activités, de vos rencontres, de vos amitiés, de votre emploi du temps ; quand déroger à sa règle, une règle du moment pulsionnelle, arbitraire, injuste qui

Une femme sur dix de 20 à 59 ans a subi des violences de la part de son compagnon. Une femme en meurt tous les deux jours en France. Ici, maintenant, en France : hors ménage 260000 femmes victimes de violences sexuelles dont 130000 ont été violées.

Les violences conjugales ont causé en 2007 la mort de 166 femmes en France, soit près d'une victime tous les deux jours. En 2005 ou 2006, en France, 65 000 femmes et fillettes ont été mutilées ou menacées de l'être, et 410 000 femmes ont déclaré avoir été victimes de violences de la part d'un conjoint ou d'un ex-conjoint. Hors ménage, ce sont 260 000 femmes qui ont été victimes de violences sexuelles en 2005 ou 2006, dont 130 000 d'un viol, chiffre extrait d'un rapport de l'Observatoire national de la délinquance (OND).

vous atteint le plus souvent par surprise, fait peser sur vous la peur des insultes, des humiliations, des coups, du viol, de la mort.

Comment se considérer comme humaine quand les hommes qui vivent à nos côtés ne nous conçoivent pas ainsi, on n'inflige pas de tels traitements à son égale, on ne s'empare pas, par la force de sa liberté la plaçant dans la position de l'esclave sur laquelle le « maître »

de Rome, et établissait un fabuleux record du monde (9'83) qui semblait, alors, impossible à battre. Il le fut, malgré tout, en 2002, par Tim Montgomery, accusé, également de dopage.

On peut très bien conclure : eh bien, les tricheurs démasqués ont été punis, et tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes sportifs ! Le sport n'est nullement en cause de quoi que ce soit. La preuve, même les neuf intellectuels antillais l'intègre dans un poétique d'un avenir humain. La réalité est tout autre. Il n'est nul besoin de revenir à la célèbre maxime romaine, « du pain et des jeux », pour comprendre que le sport porte, en lui-même les germes de détournement du peuple des vraies valeurs sociales mais surtout de « thanatisation » des rapports humains. Peut-on dire que Carl Lewis a

autant triché que son adversaire ? N'en déplaise à tous les admirateurs de sa magnifique foulée, oui ! En 2003, un dossier de l'USOC (détection du comité olympique américain) l'a nommé incriminé dans la prise de produits, bien moins forts que les anabolisants absorbés par Ben Johnson mais qui ont amélioré son temps de réaction.

Mais le problème n'est pas là ! Carl Lewis était biologiquement taillé, façonné pour courir le 100, le 200 mètres ou pour sauter très loin. Où en est la gloire ? Là réside sa tricherie symbolique. Pourquoi cet homme ne s'est-il pas confronté aux gymnastes ou aux halté-

rophiles ? Parce qu'il aurait été ridicule ! Mais également parce que le sport implique une hyper spécialisation et une rentabilisation à outrance du corps humain. Cela pour des gains mirifiques réservés à une caste extrêmement limitée, car pour un élu, combien d'appelés, combien de sacrifiés, de cassés et même dans certains cas de morts ?

Vae victis ! (4)

Le sport reproduit à merveille le système capitaliste que dénoncent les neuf intellectuels. La sélection, la compétition, le rejet de l'autre, le chacun pour soi. Et si l'on m'argue que les sports collectifs développent la relation de soutien et de solidarité, je répondrai que cela n'est encore qu'une façade. Cette solidarité n'existe qu'au sein d'une équipe qui veut encore et toujours tuer l'autre, et, au sein même de cette équipe, dans laquelle la hiérarchie

Le sport porte, en lui-même les germes de détournement du peuple des vraies valeurs sociales mais surtout de « thanatisation » des rapports humains.

perdure, la pseudo solidarité n'est vraie que pour les heureux élus qui ont été qualifiés dans l'équipe en question. Et « Vae victis ». Nos neuf

sages, ne devrait surtout pas oublier le nombre impressionnant de jeunes africains, trompés par le miroir aux alouettes que représente le football actuel, qui sont sélectionnés par des marchands d'esclaves modernes, qui les abandonnent en Europe souvent sans argent et sans papier. Et ces jeunes portent en eux l'immense honte d'avoir failli alors qu'ils étaient la seule chance d'une famille ou d'un village pour sortir de la misère. Ils ne devraient pas oublier, non plus, ces athlètes des pays pauvres qui couraient nu-pieds ou pres-

que face à des cybernanthropes vivants.

Dans le poétique, tout doit servir à laisser une trace pour les générations futures, à améliorer l'apport de la civilisation pour l'homme comme pour la planète. Qu'apporte le sport ? Même pas un mieux-être physique, cela c'est l'activité physique, mais le sport pousse l'homme à toujours faire reculer ses limites, souvent jusqu'à la rupture. Et si l'on me rétorque que je n'ai parlé, jusqu'ici que du sport de compétition, je dirai que la compétition entre deux êtres ou entre plusieurs ou même contre soi-même, est incluse dans la définition même du sport.

Pour conclure, je demanderais bien aux neuf intellectuels de pardonner mon outrecuidance, mais lorsque je lis, un peu plus loin, dans l'article que le « travail à l'origine était inscrit dans un système symbolique et sacré (d'ordre politique, culturel, personnel) qui en déterminait les ampleurs et le sens », je dirai que cette référence à un travail libérateur, est tout aussi utopique que de croire en un bon sport. Le travail ne doit mener qu'à une seule chose, sa disparition. Les seules activités qui vaillent sont les activités de recherche, de création, tout le reste sera un jour, je l'espère, effectué par des machines. À chacun ses utopies... ❧

(1) Manifeste de neuf intellectuels antillais pour des sociétés posts capitalistes, le Monde 16/02/2009

(2) Titre de la thèse de troisième cycle de Michel Bernard/ 1976

(3) À ce sujet, lire notamment « Critique du sport », « Sociologie politique du sport »/1976; « Les meutes sportives »/1993; La tyrannie sportive – Théorie critique d'un opium du peuple: 2006 et nombre d'articles de la revue « Quel Corps »

(4) « Malheur aux vaincus.

La démocratie comme stratégie

Par Eric Jousse

Qu'on la qualifie d'authentique ou de directe ou encore qu'on l'appelle démanarchie, parce qu'elle n'est pas déjà là, parce qu'elle est minorée, "péjorée" et travestie, parce qu'elle nous fait chaque jour défaut, la démocratie doit non pas faire l'objet d'une stratégie mais doit être la stratégie. La tactique quant à elle ne peut consister qu'en la mise en oeuvre partout des principes qui fondent son originalité, son authenticité et son intégrité, jusque dans les entreprises, en recourant à la diversité des alternatives et ce, par définition, dans les plus brefs délais.

La peur d'atteindre le point de non retour ?

Pour éviter la révolution à 360 degré, celle qui revient au même sous de nouvelles apparences trompeuses, sous de nouveaux jours qui déchantent, il faut faire vivre les principes qui fondent la démocratie au jour le jour et veiller à les faire vivre durablement. Ces principes sont connus. On ne pourra pas les confondre avec ceux qui, au final, assujettissent la participation d'un grand nombre - et non de tous - aux velléités parfois dangereuses d'un parti même s'il s'autoproclame de gauche. Ces principes sont donnés de manière originale dans l'article "Démocratie, direct !" que l'on peut lire notamment ici.

Ce faisant, on doit pouvoir rompre avec la logique historique qui fait que toute tentative d'émancipation n'a pas su éviter de prêter le flanc à la répression violente. Car on ne dit jamais assez l'aveuglement des forces de la répression, parce qu'aux ordres, pétrées d'ignorance et dopées par une frousse chevillée au corps; ainsi elles deviennent vite sanguinaires. Ces forces ne sont

jamais aussi efficaces que lorsqu'elles parviennent à rabattre, à circonscire et à isoler pour mieux mettre en joug.

Ce que nous vivons avec tous nos contemporains, c'est le constat d'une résistance bien insuffisante alors que les forces du contrôle se répandent et s'immiscent partout dans nos vies pour mieux assurer le moment venu l'efficacité de la répression. La multiplication et la juxtaposition des luttes comme des

Ce faisant, on doit pouvoir rompre avec la logique historique qui fait que toute tentative d'émancipation n'a pas su éviter de prêter le flanc à la répression violente.

grèves et des manifestations, même légitimes, même inventives, parce qu'elles observent toute la règle du "cadre" sans débordements

possibles", ne semblent pas être un phénomène à la hauteur de la situation : la somme des luttes n'est pas égale à une révolution ou plus exactement à une révolte citoyenne permanente, de celles qui peuvent garantir l'autonomie de tous et l'émancipation de chacun et ce, durablement, à travers les générations.

En conséquence, un devoir de création s'impose, celle de la 1ère Démocratie. Peut-être en commençant par l'organisation d'une cons-

Révolution - Utopie - Idéologie

Par Edrobal

Révolution – Utopie – Idéologie : un trio d'incompris qu'il est nécessaire de réhabiliter...

Dites "révolution" on vous répond : « vous voulez couper des têtes ? ». Dites "utopie" on vous répond : « réalisme ». Dites "idéologie" on vous répond : totalitarisme ou rien, tout le monde a fui.

Aujourd'hui, les mots à la mode sont "réforme" à droite, "luttes" à gauche (ne pas oublier le pluriel !). Curieusement, alors que la "réforme" à droite cache, en fait, une vraie contre-révolution conservatrice, les "luttes" à gauche masque un renoncement à une véritable révolution. D'ailleurs, le fait que la LCR change de nom est un symbole fort de ce renoncement : plus personne ne croyait en leur credo révolutionnaire, mais plutôt que de redonner un contenu crédible à leur slogan, ils ont préféré se donner une image plus consensuelle. C'est finalement un réflexe très consumériste – un comble pour un parti que l'on dit extrémiste – de vouloir donner aux gens ce que l'on pense qu'ils désirent. La révolution pour un parti révolutionnaire est de devenir réformiste.

Est-ce vraiment la fin de l'histoire, comme annoncé avec volupté par un théoricien du néo libéralisme, la fin de la "lutte des classes" par abandon d'un des adversaires ? ❧

tituante mais plus sûrement en la mettant en pratique ce qui implique que l'on se désaccoutume de règles, de rites, de rituels, d'usages, d'us et coutumes, de manières, de pratiques et de réflexes tous de longue date conditionnés.

**En conséquence,
un devoir de création
s'impose,
celle de la 1ère Démocratie.
Peut-être en commençant
par l'organisation d'une
constituante
mais plus sûrement en la
mettant en pratique**

**La diversité ou l'humanité
à nouveau possible**

On voit bien à travers la diversité des points de vue qui s'expriment de plus en plus partout, que si la motivation faites de nécessité et d'urgences est au fond la même, rompre avec le régime politique en vigueur même devenu inadéquat comme renoncer à notre mode de vie éculé et obsolète n'est pas pour autant chose simple et facile. Il ne faut cependant pas douter, qu'au bénéfice du retour des limites, sous peine de tragédie et dans l'ardente obligation d'agir en poétique comme en politique, nous y viendrons tous, d'une manière ou d'une autre, pour finalement œuvrer de concert.

Nous allons déjà faisant face à un étrange cas de force majeure dont nous aurons été la cause sans le vouloir, un cas de force prévisible, nihiliste et global. Un moment qui nous imposera des contraintes dépassables qu'à la condition d'une libération de toutes les autres contraintes préexistantes faites de capitalisme (pour ne pas dire de libéralisme), de productivisme et d'étatisme et, particulièrement depuis "l'inversion des calendriers", d'un électoralisme forcené

qui aura fini par traiter le vote donc le citoyen comme une marchandise.

On est, par ailleurs, bien en droit de se demander si le système ne va pas finir par s'effondrer de lui-même et à brève échéance. C'est l'objet d'un débat qu'il faut savoir mener comme bien d'autres cependant il ne faudra pas s'y per-

Révolution - mode d'emploi

Par Edrobal

Révolution ! Le gros mot est lâché. Faut-il donc en avoir honte aujourd'hui ? Même la LCR y renonce. Dans notre monde, la lutte – pardon, les luttes – ne sont plus qu'un combat d'arrière garde : grèves, occupations d'usine, manifestations... Des actions sans suites, sans finalité, sans espoir... Pendant ce temps, les politiciens se retrouvent à bavarder chez Drucker. Tout est policé, l'économie s'effondre dans un silence feutré. Même malade, le capitalisme triomphe. Tout le monde est à son chevet pour le sauver. Une sorte de fatalisme paralyse les victimes innombrables d'un drame que les responsables prétendent imprévisible autant qu'inéluctable : « c'est normal, c'est la fin d'un cycle, l'économie se rééquilibre. ». Et puis tout devrait recommencer comme avant, en pire peut-être.

Pourquoi ce consensus mou ? Hurler quelques slogans dans une manifestation suffit-il pour décharger le potentiel de révolte des éternels baises de la "croissance" ? Si la gauche

dre. Nous ne sommes en effet pas obligés de compter dessus car l'effondrement - dont la prospective est loin d'être précise - sera au mieux un facteur d'accélération, au pire d'altération voire de corruption, et non pas une garantie de la réalisation des alternatives, de toutes les alternatives, dont nous devrions voir très vite le caractère indispensable à condition que l'on soit informé de leur existence. ■

– la vraie, pas la gauche caviar – a abandonné toute initiative à la droite la plus dure – la droite décomplexée – c'est parce que nous avons délégués nos prérogatives à des gens, baptisés homme – ou femme – politique, pas meilleurs que nous par paresse intellectuelle. Qu'ont-ils fait ? Rien. Ont-ils pensé l'avenir ? Non. Ils étaient, paraît-il, trop occupés à gérer le présent. Avec quel résultat ! Certains ont même fait de cette inaction une théorie : la fin de l'histoire. D'après eux, le Capitalisme avait démontré définitivement sa perfection et il n'y avait plus lieu de chercher une alternative. On voit aujourd'hui ce qu'il en est de cette "perfection" : une économie mondiale en ruine, l'environnement ravagé, mais aussi, des riches de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus pauvres. A qui profite le crime ?

Alors, il est temps de reprendre notre destin en main et d'oser : la révolution. ■

Le sport versus le poétique Addendum au manifeste des 9 intellectuels ultramarins

Par Bernard Sabathé
Professeur agrégé d'éducation physique.

Le conflit guadeloupéen, et plus généralement antillais, est-il en passe d'être résolu ? Il est permis d'en douter de par la sortie du MEDEF local et de la CGT PME de la table de négociations. Deux réflexions à ce sujet : premièrement la résolution de ce conflit microcosmique est secondaire, deuxièmement toute résolution de ce type ne peut être que partielle et insatisfaisante ; compromis pour les travailleurs, compromissions pour les syndicats. Les vraies questions ne sont pas résumées ni d'un côté à ces misérables 200 euros, lorsque l'on sait que certaines familles de békés possèdent plus de la moitié des richesses antillaises, ni de l'autre l'autonomie ou l'indépendance des départements ou des territoires d'outremer alors que l'homme devrait s'orienter vers une Œcuménopolis, c'est-à-dire la suppression de toutes les frontières.

L'ennemi de l'intérieur

Pour en revenir au conflit « régional » des Antilles qui pourrait s'étendre au-delà, ce que les puissants craignent et les pauvres espèrent, j'ai relu le manifeste des neuf intellectuels antillais (1), une bouffée d'intelligence et d'utopie créatrice. Le concept dominant est le « poétique ». Celui-ci englobe l'art, la philosophie, le temps libre, la spiritualité, l'amour. Quel homme, digne d'être humain, renierait-il ces paroles-là ? Nous devons dire merci à ces éclaireurs, à ces visionnaires, ces défricheurs qui tout à coup nous réveillent, nous tirent de notre torpeur médiocre et égoïste. Alors pourquoi intituler cet article « addendum » ? Moi qui ne suis ni antillais ni intellectuel, je me permets de revenir sur les pensées généreuses, génératrices, régénératrices de ces docteurs en intelligence. Pour deux raisons. Tout d'abord parce que croire à un guide, à un maître à penser, c'est récrire un théisme fut-il athée ; aucune pensée, si brillante soit-elle, n'est définitive et ne recèle en elle seule toute la Vérité. Ensuite parce que plus prosaïquement, à côté de ces termes puissamment libérateurs, traîne un autre terme « sport ».

Sport et poétique

Soyons clair ! Il n'y a pas, il n'y aura jamais de poétique du sport ! Sans doute, ce terme, employé par des intellectuels était-il bien innocent. Sans doute voulaient-ils dire « activité physique » ou mieux « expressivité du corps » (2)... Mais le distinguo est d'importance. Le sport n'est qu'un instrument au service d'un pouvoir et qui aliène les corps, notamment ceux des jeunes des Antilles, parce que les corps des Noirs possèdent certaines qualités explosives. Conserver ce concept dans une perspective, une prospective utopique, c'est conserver en son sein le poison mortel du capitalisme comme l'a démontré si brillamment et à de multiples reprises Jean-Marie Brohm (3). S'il fallait justifier une telle confusion par les auteurs du manifeste, peut-être pourrions nous invoquer la difficulté qu'ils ont eu, eux-mêmes, pour se faire une place, non pas au soleil, mais dans le monde si hermétique, si sectaire des intellectuels. Ils ont peut-être dû se battre, plus que des « blancs » de métropole pour vivre de leur plume et celles que fussent leurs qualités. Le délit de faciès

existe, profondément ancré, dans nos civilisations européennes pour des jeunes issus de l'immigration. Les jeunes français ultramarins n'échappent pas, non plus, à cette discrimination. Ces neuf intellectuels ont sacrifié à la compétition. Voilà pourquoi, ils croient pouvoir dissocier la saine compétition de la malsaine.

Or cette distinction n'existe pas ! Tous les téléspectateurs de plus de trente ans, se souviennent de la dramatique histoire du coureur Ben Johnson. Ce champion et recordman du monde a été plusieurs fois con-

**Le sport
n'est qu'un instrument
au service d'un pouvoir
et qui aliène les corps...**

damné pour dopage, jusqu'à la suspension finale, à vie en 2006. Dans le duel que Ben Johnson menait avec Carl Lewis, la presse et l'opinion publique a eu tôt fait de vilipender le premier, tricheur aux muscles hypertrophiés et de valoriser le deuxième, le félin. Ben Johnson fut ridiculisé aux jeux de Los Angeles en 1984, face à un Carl Lewis, grand héros et héraut du sport américain. Trois ans plus tard, Ben Johnson, transformé, écrasait son adversaire de tous jours, aux championnats du monde

suffrages, et qui, même animés de la meilleure des bonnes volontés, seraient incapacités dans le libre exercice de leur action, le système étant ce qu'il est, et parfaitement conçu pour phagocyter les divergences.

Et comme cela s'est produit avec les élections présidentielles, nous risquons fort de nous diviser, de nous affaiblir, de nous fatiguer à courir après un leurre, alors que l'essentiel serait encore une fois occulté.

L'essentiel, c'est le rassemblement. Non pas l'unité à visée électorale au sommet, mais la mise en réseau des citoyens de base décidés à se situer en adultes dans une société réellement démocratique et égalitaire.

Peu importe si nous ne sommes pas tous complètement d'accord. "Je ne veux voir qu'une seule tête", c'est une conception totalitaire.

Nous n'avons pas besoin d'un projet parfaitement élaboré "clés en main", au contraire, nous avons besoin de cogiter

**L'essentiel,
c'est le rassemblement.
Non pas l'unité à visée électoraliste au sommet,
mais la mise en réseau des citoyens de base...**

ensemble, de re-créer un nouveau contrat social, et d'aller jusqu'à nous surprendre nous-mêmes.

Je crois beaucoup que le travail mené dans les Collectifs préfigure ce que serait une société réellement libre et adulte, et qu'il s'agit de développer et de pérenniser ce type d'organisation, qui a beaucoup plus d'envergure et d'ancrage à la base que n'importe quel parti ou syndicat.

Un point de clivage, de bascule pour refonder la société, ce qu'il s'agit d'abolir radicalement, ce qui nous assassine tous dans le système actuel, c'est le règne des pro-

fits monétaires. C'est à partir de cette dictature de la rentabilité financière, à partir de cette logique monétaire et de cette violence anonyme actionnariale présentée comme la seule "réalité possible", si ce n'est la fin de l'histoire !!, que nous sommes sommés de nous assujettir aux conséquences dramatiques qui en découlent, pour la vie elle-même, et dans la vie de tous et de chacun. Il est urgent de changer de cadre. Il est urgent de reprendre les questions à la base.

Que voulons-nous vivre ? Quels besoins voulons-nous satisfaire ? Comment nous répartissons-nous les tâches et comment partageons nous les biens et les produits ? Comment nous garantissons-nous mutuellement les moyens de vivre dans le bien-être et la bonne humeur, et de transmettre à nos enfants et petits-enfants un monde où il puisse faire bon vivre ?

Comment reprendre en mains les choix concernant notre destin commun, pouvoir qui est actuellement confisqué par une caste dirigeante de professionnels de la politique et de la finance ?

L'abolition des profits financiers, c'est le remède radical à tous nos maux.

Et l'abolition de ces profits exige une organisation libertaire de la société au plus près de la base et du local.

À mon avis, c'est cela qu'il s'agit de travailler et de faire mûrir, une réflexion de fond sur l'économie, et sur la démocratie. Et la réflexion sur la stratégie gagnante pour arriver à nos objectifs.

Auto-organisons-nous.

Et préparons le 19 mars dans ce sens. Le 19 mars, et le 20, le 21, le

22, le 23... Vive les Collectifs. Partageons le pouvoir entre citoyens de base égaux en droits, et développons de multiples réseaux innovants. NI

NETOYENS ! SOUTIENT

Contre-Grenelle 2 : inscrivez-vous !

Il faut que le contre-grenelle du 2 mai à Lyon soit au moins un aussi grand succès que le premier contre-Grenelle. Cette initiative unitaire doit être une nouvelle claque à Sarkozy et à Borloo et à leur clique d'écologistes vendues au marché. Il reste encore des places disponibles pour vous permettre de dire "Non au capitalisme vert". Ce contre-Grenelle sera aussi l'occasion de nous retrouver et de faire la fête. Aidez-nous à préparer ce succès en vous inscrivant dès aujourd'hui.

Le 2 mai prochain, des objecteurs de croissance, des représentants du Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot, du Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon, d'Utopia, du Réseau "Sortir du nucléaire", ainsi que des acteurs du mouvement écologiste et social dresseront l'état des lieux du "capitalisme vert" et ouvriront des perspectives. Alors que les milieux antiproductivistes seront divisés lors des européennes, nous avons l'occasion de montrer qu'unis nous sommes encore plus forts ! Tous les renseignements, le film, le poster, pour réserver votre place... sont disponibles sur le site : <http://www.contre-grenelle.org/>

Témoignage et opinion sur la situation grecque

Sophia Wexler répond aux questions de Yannis Youlountas pour le site Netoyens.info. Dessinatrice, traductrice et professeur de français, Sophia vit à Athènes depuis trois ans après y avoir séjourné à de nombreuses reprises pendant son enfance... Elle est la fille du poète et homme de lettres Alain Wexler, fondateur et animateur de la revue Verso. Historienne de formation, elle fréquente abondamment les milieux universitaires grecs et notamment l'école polytechnique de Zografou. Elle a participé à de nombreuses initiatives, manifestations et assemblées générales...

Yannis YOULOUNTAS : As-tu senti l'explosion de décembre ? Y avait-il déjà une tension qui s'amplifiait pendant les mois précédents ?

Sophia WEXLER : Ces dernières années, la situation en Grèce a beaucoup changé. En fait, depuis son entrée dans la zone euro, la vie est devenue plus difficile. L'inflation est très forte. Alors qu'il y a quelques années une famille de quatre personnes pouvait manger au restaurant pour moins de quinze euros, à présent la vie est plus chère qu'en France. À cause de la mondialisation néolibérale, les produits sont devenus les mêmes ici qu'en France. Pourtant les salaires n'ont pas augmenté. Les salaires sont en moyenne de 700 € par mois. Et les Grecs vivent, malgré tout. Ils vont tous les jours au café, voire plusieurs fois par jour, consommer des cafés frappés à trois ou quatre euros. Ils prennent la voiture pour faire deux cent mètres ! Ils dépensent sans compter ! Je m'interroge toujours. Comment font-ils ? La réponse est évidente. Ils font comme partout. Ils s'endettent. Ils vivent d'emprunts que leurs petits-enfants devront payer. Tout ça fait qu'une certaine tension était palpable bien avant

les événements de décembre. Tout ça plus le fait que le gouvernement ne fait rien pour régler les problèmes. Les hôpitaux manquent de moyens et de personnel. C'est devenu une phobie pour moi de tomber malade, tant j'ai peur de devoir mettre les pieds dans un hôpital ici. Alors que le système éducatif est l'un des meilleurs que j'ai rencontrés jusqu'à présent, l'Etat tente de s'y désengager financièrement. Le seul domaine où l'Etat grec ne fait pas d'économies, c'est l'armée ! Idéologiquement, le fait de penser que l'armée reçoive davantage de fonds que l'éducation ou la santé m'est intolérable, mais en réfléchissant à la situation géopolitique de la Grèce, on peut aussi comprendre certaines peurs – sur lesquelles le gouvernement s'appuie sans doute parfois. La Grèce n'est en bons termes avec aucun de ses voisins : ten-



Grève sauvage, fév. 2009

sions avec l'Albanie, l'Arménie, la Bulgarie, la Turquie... En réponse à tous ces problèmes, il est plutôt logique que les Grecs en soient venus à brûler les banques.

Y.Y. : As-tu l'impression que le mouvement s'est affaibli, à part pour quelques irréductibles, de plus en plus isolés ?

S.W. : Le mouvement s'est affaibli dans le sens où les manifestations ont diminué, les banques ne brûlent plus. Mais maintenant les contestataires ont eu l'expérience de la révolte (et ce n'était tout de même pas la première, les Grecs étant assez contestataires) et ont appris à s'organiser. Je crois qu'ils sont prêts pour une prochaine fois, pour frapper plus fort encore. Méfions nous de l'eau qui dort.

Y.Y. : Ton univers, c'est l'école polytechnique de Zografou. Quelle suite y a-t-il encore aux événements de décembre ?

S.W. : Dans l'école polytechnique les grèves et occupations sont toujours plus fortes que dans les autres facultés. La faculté de philosophie est également toujours fortement touchée. Ici, à l'école polytechnique, les étudiants n'ont toujours pas réussi à se mettre d'accord pour savoir si les partiels qui aurait dû avoir lieu en janvier, se dérouleront ou non ce semestre. Une fois par semaine, ils se réunissent en assemblées générales qui se finissent parfois dans les coups, les chaises et les tables qui

Solidarité avec les prisonniers de la révolte, fév. 2009



volent. Mais ce n'est pas la première fois. Depuis que je vis en Grèce, c'est-à-dire trois ans maintenant, je n'ai jamais vu les examens se dérouler comme prévu, en raison de multiples occupations et grèves. Le milieu étudiant tient à ses droits et sait le montrer, bien qu'il ne soit pas toujours bien écouté.

Y.Y. : Le gouvernement grec et les médias font état d'une radicalisation du mouvement et justifient par cela le durcissement de leurs positions. Quelle est ton intime conviction par rapport aux actions terroristes avortées qui ont récemment défrayé la chronique ? Et, ce faisant, que penses-tu de l'utilisation de la violence dans les actions de résistance ?

S.W. : Bien sûr, le gouvernement grec veut effrayer la population en brandissant le spectre des « méchants » anarchistes derrière lesquels l'herbe repousse plus. Pour cela il est



Polytechnique : Liberté aux prisonniers de décembre, fév. 2009

facile d'exagérer les événements. Néanmoins, il est tout de même vrai que certaines personnes se définissant comme « anarchistes » ici ont assez facilement recours à la violence. Évidemment, je ne considère pas que brûler une banque soit un acte d'une violence extrême. C'est un acte symbolique. Le symbole que nous ne voulons plus d'un monde dominé par l'argent. Je ne préconise certainement pas la violence physique, toutefois je comprends qu'on puisse en arriver à brûler des banques. En ce qui concerne les autres commerces, il est dommage qu'un innocent qui a donné sa vie pour son travail, le voit disparaître en fumée, par la faute de quelques personnes en vaine d'émotions fortes qui se prétendent « anarchistes », qui sont tout simplement des casseurs. Peut être même payés par la police. Peut-être même de la police, pour semer le trouble...

Y.Y. : Perçois tu un changement dans les attitudes et dans les opinions des gens que tu fréquentes ? Quelque chose a-t-il été semé en décembre qui serait en train de



fonctionne économiquement qui nous est imposé, alors que même nos gouvernements reconnaissent qu'il faut « réformer » le capitalisme. Moi, je dirais qu'il faut franchement passer à tout autre chose. Et que c'est violent d'entendre en ce moment des discours quasiment plus « révolutionnaires » dans la bouche de ceux qui veulent, à droite, « moraliser » le capitalisme, que dans les paroles de

syndiqués qui s'engagent régulièrement sur le terrain à nos côtés, avec toute leur conviction et leur dynamisme. Ce sont les gens installés dans les hautes sphères qui, objectivement, nous trahissent, nous tous, qu'ils le veuillent ou non.

La Grèce s'est révoltée. Les Antilles « françaises », avec la Guadeloupe, sont en grève générale. Ici ou là en France, et en particulier dans l'Éducation Nationale, des mouvements radicalement contestataires se développent.

Et les directions syndicales ont jugé qu'il était urgent d'attendre, que la solidarité active ne s'imposait pas, ni la mobilisation de tous autour d'une grande réflexion sur la nécessité de changer de contrat social et de changer les bases du

ceux qui prétendent une fois encore nous satisfaire de miettes éparées et nous gaver de désespoir, en évitant surtout soigneusement toute contagion d'une contestation radicale ! (J'ai cité Martine Aubry !). Ah ! on est zélés défenseurs ou « représentants » ! Pas besoin d'ennemis, nos meilleurs « amis » sont assez efficaces !

Dans le contexte social actuel, le système aux commandes produit de plus en plus d'"exclus", exclus qui en réalité font partie intégrante de ce système prédateur qui les fabrique et qui les

vampirise, car ils servent à engraisser les profiteurs par le biais de la mise en concurrence des précaires, et les mécontents sont de plus en plus nombreux et remontés. Dans ce contexte, en dépit des événements qui surviennent par ailleurs, et comme s'il était bien entendu que chacun va se cantonner à son petit pré carré, en bons « individualistes égoïstes » que nous serions, comme le prétend la propagande ordinaire, nous appeler à une seule journée de grève générale et de grande manifestation « unitaire », nous imposer des mots d'ordre de défense du pouvoir d'achat sans relier les luttes, dans des parcours routiniers sans lendemains, c'est travailler à nous démobiliser en n'ouvrant surtout pas les perspectives du changement social à inventer, c'est tout faire pour éviter d'être débordé. C'est sacrifier à ce besoin de garder les mouvements sous-contrôle toutes les potentialités de germination créatrice qui sont à l'œuvre dans la société en ce moment.

Et quels sont donc les horizons qu'ils s'approprient à nous découvrir incessamment sous peu, nos dignes bureaucrates et consorts ?

Mais bon sang, mais c'est bien-sûr,

voici venir le temps des élections européennes, qui vont nous faire miroiter à nouveau les « votez pour moi », « et moi, et moi, et moi », qui vont pouvoir attiser des passions et

des espérances parfaitement illusoires, puisqu'il s'agit de nommer à un Parlement sans pouvoir, des « élus » qui nous échapperont totalement dès qu'ils auront reçu nos

C'est sacrifier à ce besoin de garder les mouvements sous-contrôle toutes les potentialités de germination créatrice qui sont à l'œuvre dans la société en ce moment.

Quand la CGT poignarde le prolétariat

Par Geneviève Confort-Sabathé

«Toute véritable grande lutte de classe doit reposer sur l'appui et la collaboration des masses les plus étendues, et une stratégie de la lutte de classe qui ne compterait pas avec cette collaboration, mais qui n'envisagerait que les défilés bien ordonnés de la petite partie du prolétariat enrégimentée dans ses rangs, serait vouée par avance à un pitoyable fiasco.» Rosa Luxembourgeois

Quand Rosa Luxembourgeois écrit ses lignes, elle règle déjà ses comptes avec ses chers camarades du parti communiste allemand, effrayés par les débordements possibles du prolétariat, ce grand enfant qu'il convient de protéger de lui-même.

Mais elle n'avait pas tout vu la camarade Rosa. Si elle revenait aujourd'hui du royaume des martyrs assassinés, elle découvrirait qu'en France lorsqu'une manifestation rassemble deux millions de personnes, la CGT ne s'en rend pas compte, feint d'en ignorer la por-

tée et repousse, aux calendes, l'organisation d'une nouvelle manifestation d'ampleur susceptible de troubler la classe dirigeante.

Il serait pourtant venu le moment d'en découdre avec le président du pouvoir d'achat, l'agité confus mais pas honteux qui continue à vouloir détruire l'hôpital public, la poste, l'université, l'école et quelques autres brouillottes qui protègent encore les gens du commun. Ces gens de peu que la CGT maintient bien à l'abri derrière des banderoles en plastique et des discours en béton qui puent la manipulation.

Il n'a pas à s'en faire, notre omni-président, VRP mercenaire du nucléaire à travers le monde, oublieux des départements d'Outremer mais tellement soucieux de couvrir les détournements de fonds de banquiers délinquants et d'actionnaires rapaces. Il n'a pas à s'en faire car la CGT veille au grain.

Le 19 mars, il paraît qu'on remet ça. Ah bon, mais pour quoi faire ? Mais pour calmer les esprits pardi. **NI**

que nous voyons avec les Collectifs d'enseignants-chercheurs, ou avec tant d'autres Collectifs qui ont pris l'initiative des luttes, lesquelles sont en général récupérées par des dirigeants syndicaux que le pouvoir en place désigne comme les seuls interlocuteurs représentatifs, alors qu'en aucun cas ils n'ont été librement mandatés par la base.

La bureaucratie syndicale est devenue une institution, qui freine nos combats. Une réelle démocratie voudrait que la base mandate sur un objet précis et pour un temps déterminé, qui elle veut, avec révo-cation possible à tout moment.

Je précise, comme d'habitude, que je ne vise pas ici nos camarades



Piccoli sans parole

germer ?

S.W. : Je ne crois pas que les gens aient changé. Les Grecs sont de toutes façons assez contestataires par nature. Le fait qu'un jeune garçon ait été tué sans raison par un policier a bien sûr fortement marqué les esprits. Les inscriptions en sa mémoire sont sur tous les murs. Sa mort n'a pas été qu'un prétexte pour que la situation s'enflamme, mais l'évènement de trop dans une société que l'on ne cesse de précariser. Je crois que, même si l'on efface les graffitis sur les murs, personne n'oubliera ce qui s'est passé. Je ne crois pas que tout soit fini.

Y.Y. : Comment expliques tu la prépondérance des groupes libertaires, anarchistes et anarcho-syndicalistes dans le mouvement, sa représentation et ses actions ?

S.W. : Ils écrivent leurs idées sur les murs de toute la ville, presque sur tous les espaces disponibles ! Ainsi tout le monde peut les lire et parfois y réfléchir. Dans le mouvement

ils sont nombreux parce que, tout simplement, leurs idées sont les plus fortes, plus poétiques, plus audacieuses, et aussi parce qu'ils sont beaucoup plus unis que les autres types de groupes politiques souvent déchirés par les luttes de pouvoir, à l'image du parti socialiste français par exemple.

Y.Y. : L'histoire est-elle en marche ?

S.W. : La Grèce a toujours eu une histoire très intense. Son histoire est toujours en marche, et n'est pas près de s'arrêter...

Y.Y. : As-tu de l'espoir pour la suite ? En perçois tu autour de toi ?

S.W. : Bien que pessimiste je garde toujours l'espoir, bien que Kazantzakis disait : « Je n'espère rien, je n'ai peur de rien, je suis libre ». Mais de l'espoir, j'en vois peu autour de moi : tous cherchent du travail, tous empruntent, mais rares sont ceux qui trouvent une banque acceptant de leur prêter de l'argent. On ne prête qu'aux riches, c'est bien connu. Mais les Grecs vivent toujours. Ils sont « les cigales de l'Europe », comme tu l'écris dans ton roman*. Quand l'Europe se noie dans la crise financière mondiale, les Grecs eux chantent encore et préfèrent ne pas penser pas à l'hiver qui approche.

Y.Y. : Les Grecs vont-ils persévérer dans cet exemple qu'ils donnent à toute l'Europe et au-delà ?

S.W. : Les Grecs sont toujours du côté des « petits » luttant contre les « grands » qui voudraient en faire leurs pions. Si j'aime et admire tant ce peuple, c'est parce qu'il a su rester

lui-même et ne pas se soumettre, se vendre, se mettre à genoux. La Grèce est peut-être le terrain de jeux d'autres pays plus riches, mais elle se maintient la tête hors de l'eau. Les Grecs ont parfois un léger complexe d'infériorité face aux Français en ce qui concerne la révolte. Quand je suis arrivée en Grèce pour y vivre, en 2006, les étudiants engagés dans des occupations me demandaient souvent de leur donner des conseils, de leur dire comment les Français s'organisent. Il y avait même des affiches sur lesquelles il était écrit que la France montrait l'exemple (en raison des grèves de 2006 pour le retrait de la Loi sur l'Egalité des Chances) et que la Grèce suivait. Cette année, les Grecs montrent l'exemple, et je crois que c'est un beau symbole. On ne peut qu'espérer qu'ils persévéreront dans cet exemple. **NI**

Sophia Wexler prépare actuellement la parution grecque du roman de Yannis Youlountas Les Lèvres d'Athènes (paru en France, en octobre 2008, aux éditions La gouttière).

TOUT EST À FAIRE

Du 29 janvier au 19 mars... et puis ?

Par Gdalia Roulin

Nous voyons se développer des révoltes un peu partout, sur fond de crise du capitalisme reconnue par tout un chacun, y compris par les représentants patentés de ce système.

Le 29 janvier, nous étions 2 millions et demi à manifester. Sur des aspirations beaucoup plus profondes et larges qu'une simple revalorisation du fameux pouvoir d'achat ou de la perpétuation de notre condition subordonnée de salariés. Il en est pour penser que c'est l'unité syndicale qui a payé.

Je pense plutôt que l'indignation gronde de partout, et que les syn-

dicats ont en effet réalisé ce jour-là l'unité indispensable pour conserver un minimum d'audience, parce que, s'ils avaient continué à faire défaut, à soi-disant nous représenter, mollement, dans des négociations entre pots de fer et pots de terre, par-dessus notre tête et sans mener aucune lutte, ils auraient fini par être complètement et peut-être (rêvons un peu !) irrémédiablement débordés par "la base", laquelle est tout à fait capable de s'auto-organiser en Collectifs divers, dès lors que les citoyens décident de se prendre en mains. C'est ce

L'Unité, combien de divisions ?

Par Geneviève Confort Sabathé

Ex-militante du PCF (un an)
Ex-co-porte-parole des CUALS de l'Hérault
Ex-militante du PG (une semaine)
Milítante sans parti...

Il fut un temps où la gauche intellectuelle française feignait de s'interroger, non sans causticité, autour d'une formule fameuse qui opposait Sartre à Aron. Les exégètes du premier n'y allaient pas de main morte, préférant, à tout prendre, « avoir tort avec Sartre plutôt que raison avec Aron ». Le débat n'était guère animé car la gauche intellectuelle française était sartrienne par nature. Terrassé par cette formule lapidaire, Aron avait-il raison pour autant ? Voilà bien une question que nul ne se posait puisque le questionnement manichéen impliquait un engagement indéfectible et quasi religieux pour le charismatique bigleux.

Quelque quarante ans plus tard, la gauche intellectuelle française, éparpillée en multiples chapelles, reprend l'antienne, postulant le même engagement indéfectible et quasi religieux pour l'U-NI-TE, évitant, par là même, de se poser la question de l'opportunité de participer à des élections sans enjeu.

« Plutôt avoir tort
avec les Unitaires
que raison avec les Diviseurs...
Voire ! »

La grande nouveauté est, qu'en France, le débat politique s'est déporté sur la gauche radicale. L'autre, la social-démocrate, semble sous assistance respiratoire. Le rose pâle se porte livide.

La gauche intellectuelle radicale, désormais seule garante des lendemains qui chantent, se déchire entre Unitaires sans condition, Unitaires sous condition, Diviseurs contraints et Diviseurs contrits. Les observateurs médiatiques rejettent, classiquement, la responsabilité du désastre prévisible aux élections européennes sur ceux qui refusent la « main tendue ».

La politique de la « main tendue » n'en demeure pas moins d'une grande subtilité. Qu'on en juge : « Un parti enfançon (le PG) tend la main à un parti sénéscent (le PCF) qui s'empresse de l'agripper tout

en refusant de tendre l'autre à un parti adulescent (le NPA), lequel prétexte une arthrose de certaines de ses phalanges pour éviter de sortir les mains qu'il a pitonnées aux poches. Agrippés aux jambes des trois champions, des alternatifs verts, rouges et multicolores, des objecteurs de croissance, des communistes unitaires et des libertaires fédérés ou pas, des syndicalistes en rupture de centrale, tirent à hue et à dia ».

Jamais une élection n'a été plus accessible à la gauche radicale, jamais un piège n'a été mieux tendu. Personne ne s'interroge sur l'opportunité d'envoyer une minuscule flottille de députés au parlement européen, un parlement pourtant sans pouvoir, un « parlement croupion », véritable alibi de la Commission européenne omnipuissante. Un parlement dont le seul droit est de mur-

murer NON lorsqu'une loi hideuse lui passe sous les yeux. Veto dont il n'a usé que quatre fois en quarante ans (Bolkenstein, mon amour !). Quant à proposer et défendre un projet de loi, ses statuts ne le lui permettent pas.

**La gauche intellectuelle
radicale,
désormais seule garante des
lendemains qui chantent,
se déchire entre
Unitaires sans condition,
Unitaires sous condition,
Diviseurs contraints et
Diviseurs contrits.**

Voilà un débat qui permettrait peut-être de réaliser l'U-NI-TE autour d'un boycott à la mesure de cette immense escroquerie. Seulement, il faudrait renoncer aux espèces sonnantes et trébuchantes qui accompagnent de leur doux chant toute participation réussie à une élection. Voilà pourquoi certains partis naissants, renaissants ou semi-exsangues poussent à l'U-NI-TE à fond la caisse, ou plutôt à fond le tiroir-caisse.

Il n'en reste pas moins que le débat sur l'U-NI-TE, la faire ou pas, et

rer cet enthousiasme citoyen car le scrutin choisi, ici, se fera sur listes bloquées avec une case de tête (une tête de liste), désignée par les partis politiques. Ce système implique que les candidats sont élus dans l'ordre d'apparition dans la liste. On comprend mieux l'importance des choix stratégiques effectués par les grandes formations politiques. En définitive, le scrutin à la proportionnelle n'est, réellement, efficace que dans le cas des votes préférentiels sinon il organise et légitime le totalitarisme des partis politiques.

Le vote préférentiel permet aux électeurs de donner leur avis sur les candidats de la liste, choisir leur ordre de préférence, panacher etc. Les électeurs ne votent pas que pour une liste mais pour des personnes, une ou plusieurs. La représentation, issue du vote des citoyens, est souvent plus audacieuse que celle des partis. En Belgique où la proportionnelle à vote préférentiel est la norme pour les élections municipales, les élus appartenant à la « minorité visible » sont bien plus nombreux qu'en France où les partis peinent à renouveler leur personnel politique.

Donner aux électeurs le droit de remplir les cases de têtes et de remettre de l'ordre dans les listes empêcherait les potentats locaux de cumuler les mandats. L'aventure vécue par Martine Aubry, dans la région Centre, en est un exemple fameux. Le président de con-



La main invisible du marché.

seil régional voulait être tête de liste de la région Massif-central-Centre, mais la direction du PS a désigné un proche de Fabius, le parachuté est en position délicate. Il bénéficiera, sans doute, d'une prime de non-cumulard, mais il part avec un handicap certain dans trois départements au moins.

**La forme électorale
n'est jamais innocente,
jamais choisie au hasard.
Elle légitime les moyens
techniques mis en action
pour introduire les idées
dominantes.
Voter c'est se soumettre à
une règle du jeu imposée.**

De surcroît, le principe de la liste bloquée confère à la case de tête un prestige et une prédominance qui ne cadre guère avec les exigences de la démocratie. Il ne sert à rien de se plaindre de l'omniprésence de quelques têtes d'affiche si le scrutin accentue cette dérive. Le NPA a introduit, dans ses nouveaux statuts, le principe d'une plate-forme de porte-parole interchangeables pour éviter la professionnalisation de l'engagement politique mais le principe de la case de

tête, lui, n'est pas résolu. On assiste même à des contorsions antidémocratiques dans certains partis (le PG par exemple) pour désigner des candidats chargés de faire de la figuration. Dans ces cas, le parti choisit, bien sûr, les personnalités les plus fades et surtout les plus obéissantes.

Si, après ça, vous avez encore envie de voter, pour ces élections, je vous donne rendez-vous, la semaine prochaine, pour étudier, les conséquences d'une participation active à cette mascarade tristement risible. ■■■

sances de l'argent, en quelque sorte puisqu'elle n'a cessé, en quarante ans, de promouvoir le libéralisme le plus violent à coups d'interprétation fantaisistes des traités lorsque les textes n'étaient pas suffisamment précis. Ses pouvoirs ne cessent de s'étendre de traités en traités, les Etats membres perdent de plus en plus leur prérogatives au bénéfice de cette curieuse institution qui semble intouchable et s'apparente désormais à une sorte d'Olympe d'où un Zeus, déguisé en trader de luxe, lancerait des éclairs sur les misérables humains qui passent à sa portée.

On dira que j'exagère et que les menaces sur la démocratie ne peuvent en être arrivées à ce point critique, qu'il est possible de changer encore la donne. Peut-être mais certainement pas de l'intérieur. Restent des solutions plus concrètes : la grève générale reconductible dans tous les pays européens et la mise en place d'une capillarité des initiatives alternatives concernant tout autant les relations au travail qu'à la monnaie. Le travail et l'argent constituent les deux moyens les plus efficaces de contrôle des peuples.

Ne votons pas, réfléchissons !

Prenons le temps de nous parler de tout, sans interférences électorales.

Les lendemains d'élection chantent parfois mais cela dure si peu. Donnons-nous du temps pour chercher la porte de sortie du capitalisme. Sinon nous ressemblerons à des alouettes affolées prises dans les miroirs qui les condamnent. **NI**

Européennes : le casse-tête de la « case de tête »

Par Geneviève Confort-Sabathé

Les élections européennes, prévues le 7 juin prochain, à moins que la révolution internationaliste ne vienne interrompre le processus, devraient faire la preuve par huit (grandes régions), que la démocratie ne sort guère fortifiée du scrutin proportionnel surtout quand les listes sont bloquées.

Nous aurons l'occasion de revenir, ultérieurement, sur la nécessité du boycott des élections européennes. Nous nous référerons aux propos tenus par certains candidats « case de tête », ou si vous préférez « tête de liste » qui ont vilipendé, avec force arguments, et pendant des années, le rôle fantomatique du Parlement européen et le système opaque et totalitaire organisé autour de la régalienneté Commission européenne. Ces candidats, ardents défenseurs du NON au Traité constitutionnel européen, sont aujourd'hui, les chantres durs des idéologies les plus archaïques de la gauche radicale. Ils courent à la soupe européenne aussi vite que le leur permet la décence.

Avant de faire justice à leurs nouveaux penchants, j'aimerais, chers lecteurs, vous intéresser à la forme électorale choisie pour les élections européennes : le scrutin proportionnel à un tour, listes bloquées et seuil de représentativité fixé à 5%.

La forme électorale n'est jamais innocente, jamais choisie au hasard. Elle légitime les moyens techniques mis en action pour introduire les idées dominantes. Voter c'est se soumettre à une règle du jeu imposée.

Dans notre société de travestissement, les idées sont empaquetées dans des emballages luxueux et attirants. On ne les reconnaît qu'une fois déshabillées. Il est rare de rencontrer une idée débraillée se promenant, sans son code-barre, tant la pensée unique, pro-capitaliste, a

pénétré les esprits même les plus éclairés. En économie, l'allégeance des universitaires à l'autorité de la chose chiffrée en est un exemple frappant. Dès que le chiffre paraît, il a force de loi, même s'il ne décrit rien que lui-même.

A priori, le scrutin proportionnel offre des garanties de meilleure représentativité des opinions. Même si l'idéal serait une proportionnelle intégrale, la forme choisie pour ces élections

En définitive, le scrutin à la proportionnelle n'est, réellement, efficace que dans le cas des votes préférentiels sinon il organise et légitime le totalitarisme des partis politiques.

européennes, peut séduire le démocrate pointilleux d'autant plus que le seuil de représentativité, fixé à 5%, autorise les petites formations politiques à un certain optimisme.

Malheureusement, il faut tempé-

avec qui, n'est pas à négliger car il (re)pose la question du vote utile. « Tous ensemble, Tous ensemble... derrière le PS », pourrait bien devenir « Tous ensemble, Tous ensemble... faisons l'U-NI-TE ! »

Poser la question de l'unité avant celle de l'opportunité de participer, c'est comme demander à un enfant de prendre son vélo et pédaler sans lui indiquer le but du voyage. L'instrumentalisation de l'urgence sociale et écologique ressemble furieusement à une fuite en avant, comme l'enfant condamné à pédaler pour éviter de tomber, nous serions condamnés à faire l'U-NI-TE pour éviter une embardée populaire, une de ses révoltes qui finit en révolution. Il suffit d'écouter les élites politiques de la gauche radicale ou du syndicalisme d'accompagnement, elles crèvent de peur. Une peur viscérale du peuple et de ses débordements.

Pour les Unitaires sans condition (emmenés par les dirigeants du PG), la politique de la « main tendue » confine à l'axiome, toute vérité qui ne s'y réfère est frappée d'anathème. Il me paraît essentiel, au contraire, de la poser comme simple hypothèse d'école nécessitant, au moins, le temps de la réflexion. L'agitation médiatique faite autour de ce concept de mauvaise propagande semble destinée à justifier l'échec éventuel du cartel des gauches radicales et à désigner, a priori, des boucs émissaires (le NPA voire les alternatifs rétifs). La mayonnaise est en train de prendre. Il suffit de lire les éditos, plus personne ne se demande ce que la gauche radicale va faire dans cette galère euro-compatible avec le traité de Lisbonne. Les éditos s'emploient à culpabiliser les Diviseurs.

Pour les Unitaires sous condition, la politique de la « main tendue » s'apparente à la politique de la claque dans la gueule. Beaucoup moins polie mais sans ambiguïté. La direction du PCF ne veut ni de la Fédération, ni du NPA mais elle tend la main à la CNCU, sombre émanation de la gigantesque OPA du PCF sur les CUALS. Lors du meeting fondateur du Front de Gauche à Frontignan (Hérault), les CUALS avaient délégué, à la tribune, une jeune fille sans étiquette visible, pourtant c'est un communiste qui représente les CUALS de l'Hérault lors des discussions du lundi qui regroupent les « partenaires » de l'attelage électoral. Des réunions où les communistes font la pluie et le beau temps. Histoire de vérifier mes inquiétudes, j'ai même adhéré au PG pendant une semaine (60 euros de ma poche), le temps d'y découvrir des pratiques antidémocratiques affolantes. Les porte-parole départementaux et la candidate de l'Hérault pour les élections européennes y ont été désignés par le fait du prince (le représentant départemental du PG) et ensuite présentés, sur le site officiel, comme ayant été élus à la majorité (pour le porte-parole) et à l'unanimité (pour la candidate) ! J'ai assisté à ces basses manœuvres avant de « démissionner » sans fracas médiatique

Pendant que les Unitaires jouent la montre, les Diviseurs contraints jouent le « tchat » et Olivier B. s'invite en « facteur réseau ». Fi des partis opportunistes, vive le réseau, tous les réseaux ! Ecumant la Toile, l'élite révolutionnaire du NPA a pour mission de ringardiser les Unitaires, les présentant au mieux comme des pro-nucléaires honteux, au pire comme des supplétifs du PS, chargés de « fixer » les électeurs, dès le premier tour des élections régionales et

nationales à venir. Pour réussir son travail de sape, le NPA utilise des intellectuels qui s'affrontent, par courriels polés, sous le regard las d'un public décontenancé. Pendant ce temps, les néo-militants rongent leur frein en espérant que les statuts du NPA qui prévoient la mise en place d'une large plateforme de porte-parole les libèrent enfin de l'omniprésence médiatique d'Olivier B.

Quant aux Diviseurs contrits, ils appartiennent à des réseaux citoyens fortement courtisés par les stratèges du NPA. Longtemps relégués au militantisme souterrain, symbolisé par la stratégie de la guérilla pacifiste, ces réseaux sortent de l'ombre. Si les soutiers affichent l'air contrit de ceux qui seraient bien restés dans l'anonymat des campagnes, leurs cheffillons, alléchés par des places (pourtant bien peu nombreuses) se pourlèchent les babines. Le NPA semble avoir jeté son dévolu sur ces groupes informels, riches de milliers de militants purs et actifs. Certains réseaux sont sur le point d'implorer, celui des Objecteurs de Croissance ressemble à un arbre foudroyé. Ecartelé, ce réseau fort d'imaginaires collectifs et d'utopies créatrices auquel j'envisageais d'adhérer voit, depuis plusieurs semaines, ses chefs s'insulter sur la Toile. Certains caporaux envisagent même une (més)alliance avec l'ex-chantre de Génération Ecologie pour pouvoir s'asseoir à la table de l'Europe. **NI** Il paraît que la soupe y est bonne. **NI**



FAKIR Journal d'enquête sociale
www.fakirpresse.info

Cela fait dix ans maintenant que le journal Fakir est publié à Amiens. Le 21 Avril il se lance en national, et publie dans tous les bons kiosques : « Les punir ! » en relation avec les élections européennes de Juin 2009. Netoyens.info ! soutient l'initiative.

Les punir !

Par l'équipe de Fakir

C'était il y a quatre ans. On leur avait mis la pâtée. Ils s'étaient tous unis pour qu'on l'approuve, leur « Traité constitutionnel européen ». Les médias aux ordres, qui jetaient du « populiste » à la figure des opposants. Les patrons, avec leur « appel des cent » (parce qu'un non « cassera la dynamique dont nous avons collectivement tiré un profit considérable depuis quarante ans » - et ils en avaient effectivement tiré, eux, un « profit considérable »...). Les partis comme il faut, socialistes, Verts, Modem, UMP, qui nous vendaient leur « concurrence libre et non faussée » aujourd'hui contre des promesses d'« Europe sociale » pour demain. On les a beaucoup déçus. Le dimanche 29 mai 2005, 54,67 % des Français ont penché pour le « non ». A 79 % chez les ouvriers. A 67 % chez les employés. A 71 % chez les chômeurs. Malgré tous les vents contraires, et ça soufflait fort...

Le résultat était clair. On rigolait de leurs bobines sur les plateaux télé. A croire qu'on enterrait leur Maman. Mais voilà-t-y pas que trois ans après, les mêmes, pas gênés,

reviennent avec un texte pareil, qu'ils baptisent « traité de Lisbonne » à la place, et ils le ratifient sans nous : « Oh bah hop, allez, le Peuple s'est trompé... » Les mêmes, vous remarquerez, les socialistes, Verts, Modem, UMP, les mêmes qui bafouillent sur le « dialogue social », la « concertation », la « démocratie » - et « participative » carrément, la « démocratie »...

Il se paient notre tronche, c'est flagrant.

Donc, y a pas : il faut se venger d'eux. Les punir. Nous, on sait faire quoi, à Fakir ? Un journal, de l'information. Alors on va faire ça : un journal, de l'information. On va casser la tirelire de notre association picarde, rajouter un peu de sous à nous, et publier un numéro national avec tout ce qu'on a accumulé au cours de nos enquêtes : comment Jacques Delors, par exemple, a construit son Europe main dans la main avec le patronat - et comment il s'en vantait (on a retrouvé des archives). Comment Martine Aubry suit la voie de son père, copine avec les PDG, et fait allégeance encore, tout dernièrement, au traité de Lisbonne. Comment les lobbies règnent à Bruxelles. Comment les actionnaires s'en sont goinférés, à en tomber malade d'indigestion, de cette Europe-là. Comment, contre cette Europe par le bas, moins d'acquis sociaux, moins de lois

écologiques, on peut la rebâtir par le haut... Bref, on voudrait vous donner du grain à moudre pour une anti-campagne. Une anti-campagne dirigée contre ceux qui, sur l'Europe, nous mentent, nous baladent, nous méprisent depuis trois décennies.

Conclusion : on va pas faire la quête, lancer une souscription. On préfère mettre les sous de notre poche, nos 10 000 € épargnés en 10 ans de bénévolat, et vogue la galère. Juste que, si vous aviez confiance, si vous commandiez des numéros d'avance, ça rendrait notre arme d'information plus massive. Et on sentirait le souffle chaleureux de votre soutien...

L'adresse où envoyer vos euros :
Fakir - 21, rue Eloi Morel, 80000 Amiens

Pour s'abonner au journal :
Abonnement simple : 25 €
Abonnement soutien : 40 €
Abonnement militant : 60 €
Abonnement passion : 90 €
Abonnement à vie : 180 €
Abonnement héritable : 750 €

Pour en commander :
10 exemplaires : 25 €
20 exemplaires : 40 €
30 exemplaires : 60 €



Cour de justice, excès de pouvoir ! Parlement européen, excès d'impuissance !

Par Geneviève Confort-Sabathé

Faut-il s'étonner de voir tant de personnalités illustres exhorter les états-majors de la gauche radicale à faire l'unité politique en vue des élections européennes ? Faut-il s'étonner de voir tant de militants purs et durs prêts à rengainer leurs exigences démocratiques au nom de l'efficacité électorale ? Non, car les Français, fussent-ils intellectuels conscientisés ou citoyens engagés, n'arrivent pas à faire le deuil de la démocratie. Ils veulent oublier la forfeiture des députés de l'Assemblée nationale (hormis les communistes) qui ont adopté le Traité de Lisbonne contre l'avis du peuple français.



Les Français sont bien conscients que la démocratie par délégation est une catastrophe et que les élus ne se sentent jamais tenus par les promesses qu'ils ont faites pendant la campagne électorale. Pourtant, ils ne parviennent pas à renoncer aux soirs d'élections, ces moments collectifs, qui fleurissent bon la revanche populaire. Evidemment, la jouissance ne dure pas longtemps, juste le temps de se pousser du coude ou de le lever, devant la gueule enfarinée des quelques-uns qui se sont ramassés une veste.

Mais, cette fois, l'enjeu est de taille car le seul fait de participer aux élections européennes dans le contexte de crise actuel revient à cautionner un système politique totalement inféodé à la loi du marché commun européen. Les traités, véritables tables de la Loi, sont gravés dans le marbre capitaliste. Le dernier avatar, le trop fameux traité de Lisbonne, qui viole la volonté des peuples parachèvera la tendance ultralibérale de l'Europe.

Les élections au Parlement sont une mascarade destinée à laisser croire que les peuples ont encore leur mot à dire. Or, il suffit pour se convaincre du contraire de s'inté-

resser aux toutes dernières décisions « sociales » de la Cour de Justice des Communautés européennes, elles vont toutes dans le sens de la défense de l'entreprise contre le droit des salariés. Pourquoi ? Parce que les traités successifs constituent un carcan imperméable qui permet une « interprétation » libérale quelle que soit la volonté initiale des députés européens. Ainsi les droits des entreprises s'apparentent, en droit européen, à des « libertés fondamentales » quand les droits des salariés sont du ressort de la compassion des Etats membres, à eux de choisir ce qui est bon pour leurs propres ressortissants... à condition que cela ne défrise pas la Cour de Justice des Communautés européennes.

La majorité du Parlement européen serait-il composé de députés anarcho-communistes, ce qui ne risque pas de se produire avant l'an 3050, que les technocrates de la Commission n'en renonceraient pas moins à leur but suprême : édicter des lois pour accélérer le dumping social

dans les Etats membres. La Commission européenne est le bras armé des capitalistes en Europe. Même si une « actio popularis », emmenée par un ramassis de salopards en salopette, la visait, elle pourrait toujours compter sur la Cour de Justice des Communautés européennes. Bien planquée dans un véritable bunker au Luxembourg, un paradis fiscal soit dit en passant, cette tanière de super-juges symbolise le totalitarisme juridique d'une construction européenne qui s'est faite sur le déni des peuples. Les arrêts de cette cour suprême sont inattaquables ou presque. Professionnal ou conseil de discipline, la Cour de Justice se la joue autoritaire. Les représentants des Etats membres y défilent, la tête basse, et en sortent, les fesses rougies.

La Cour de Justice des Communautés européennes est sans doute l'instance la plus discrète mais aussi la plus puissante. Une puissance occulte, au service des puis-

